Extrait du registre des délibérations

Séance du 6 Septembre 2016

L'an 2016 et le 6 Septembre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances : Salle du Conseil - Mairie de Vernantes, sous la présidence de M. MOREAU Étienne, Maire.

Présents : M. MOREAU Étienne, Maire, Mmes : DESCHAMPS Gisèle, DESCHAMPS Sandra, FUSELLIER Nathalie, GRÉGOIRE Valérie, RIQUIN Sandra, TARDIVEL Jacqueline, MM : DA SILVA Manuel, FONTENY Yann, GROSOBOIS Thierry, NEAU Patrice, PACORY Christian, PAPOT Thierry, PASQUIER Jacky, POIRIER Florent.

Excusés ayant donné procuration : Mme DESMARRES Sandrine à M. MOREAU Étienne, M. FRÉMONT Thierry à Mme DESCHAMPS Gisèle.

Excusées : Mmes : BREFORT Sylvie, TALLUAU Pascale.

Nombre de membres :

Afférents au Conseil Municipal : 19

Présents : 15

Date de la convocation : 01/09/2016

Date d'affichage : 01/09/2016

A été nommé secrétaire : M. PACORY Christian.

Approbation du compte-rendu de la précédente réunion

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents, approuve le compte-rendu de sa réunion en date du 5 juillet 2016.

Informations sur les décisions prises par le Maire dans le cadre des délégations du Conseil Municipal :

Renouvellement du parc d'ordinateurs de l'école publique Eugène Livet (fourniture et mise en place)
ProXim'IT

1 175,00 € H.T., soit 1 410,01 € T.T.C.

Acquisition, installation et configuration de 6 tablettes numériques destinées pour l'animation des temps d'activités périscolaires et à l'école publique Eugène Livet + formation utilisateur(s)
ProXim'IT

575,00 € H.T., soit 690,00 € T.T.C.

Rénovation de la salle de réunion du rez-de-chaussée de la mairie (ancien local de la bibliothèque)
e.u.r.l. DOUAIRE Ludovic

1 558,77 € H.T., soit 1 870,52 € T.T.C.

Entretien des espaces verts de la rue Moreau durant une année
ESNAULT Parcs & Jardins Création

1 223,70 € H.T., soit 1 468,44 € T.T.C.

Travaux de voirie 2016 :

- VC8
- carrefour de la Patte d'Oie - La Boulaie - VC8
- virage du « Petit Palais » - VC8
- Les Trois Boudins - VC6
- l'Étang de la Barbinière - VC7
- Les Renards - VC4
- Rue des Rois - VC6
- Les Brisolles - VC35
- chemin rural de La Taluère - La Maladrerie

s.a.s. Luc DURAND

32 846,10 € H.T., soit 39 415,32 € T.T.C.

Acquisition de panneaux de signalisation routière
NADIA Signalisation

1 939,30 € H.T., soit 2 327,16 € T.T.C.

Fabrication et pose d'un portail coulissant aux ateliers communaux
s.a.r.l. FMR - Ferronnerie Métallerie Serrurerie

2 333,33 € H.T., soit 2 800,00 € T.T.C.

1 - Création d'un syndicat intercommunal chargé de la gestion des équipements sportifs couverts, de la petite enfance et de la musique - Délibération de principe

Par arrêté du 19 février 2016, le Préfet de Maine-et-Loire a défini le projet de périmètre de la nouvelle agglomération dans laquelle la Communauté de Communes Loire-Longué sera fusionnée.

Les collectivités concernées, à l'exception de Loire-Longué, se sont prononcées favorablement, dans les conditions de majorité requise, sur ce périmètre.

La fusion de notre EPCI avec les communautés de communes de Doué, Gennes et la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement sera donc effective au 1^{er} janvier 2017.

Par ailleurs, les discussions entre les représentants de ces 4 EPCI sur les compétences de la future agglomération imposent que certaines compétences, jusqu'ici exercées par la CCLL, soient au 1^{er} janvier 2017 rétrocédées aux communes. Cela concerne en particulier la petite enfance, les équipements sportifs couverts et la musique, ce à quoi il pourrait être ajouté la gestion du groupement de voirie, pour un montant de 350.000 € par année jusqu'en 2020.

Cette décision qui s'impose aux élus Loire-Longuéens ne va pas sans poser de nombreux problèmes.

En effet, les équipements et les services de ces compétences ont été essentiellement créés par notre Communauté de Communes dans un but de développement harmonieux et mutualisé de l'ensemble de notre territoire.

La rétrocession de compétences aux communes met clairement à mal cette construction d'intérêt communautaire et pourrait mettre les communes concernées en réelle difficulté pour leurs services.

C'est la raison pour laquelle les communes de la CCLL peuvent décider de créer un syndicat dont l'objet serait la gestion de ces compétences, maintenant ainsi la construction d'intérêt général réalisée depuis près de 15 ans.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur le principe de la création d'un syndicat intercommunal. Le Conseil Municipal, par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention :

ÉMET un avis favorable sur le principe de la création d'un syndicat intercommunal chargé des compétences petite enfance, équipements sportifs couverts et musique.

2 - Présentation du Rapport d'Activité 2015 de la Communauté de Communes Loire-Longué

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le rapport d'activité de la Communauté de Communes Loire-Longué, ainsi que les comptes administratifs du budget principal de cette même collectivité et de celui du Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) pour l'année 2015, et ce conformément aux préconisations de l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, donnant un caractère obligatoire à la transmission par l'E.P.C.I. à ses communes membres, des dits documents par ailleurs consultables en mairie.

3 - Présentation du Rapport d'Activité 2015 du Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.)

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le Rapport annuel d'activité 2015 sur le Prix et la Qualité (R.P.Q.S.) du Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) établi par la Communauté de Communes Loire-Longué et ce conformément aux préconisations des articles L. 5211-39 et D 2224-21 du Code Général des Collectivités Territoriales donnant un caractère obligatoire à la transmission par l'E.P.C.I. à ses communes membres, du dit document par ailleurs consultable en mairie.

4 - Présentation du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public d'eau potable du SIEA pour l'année 2015

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le Rapport (annuel) sur le Prix et la Qualité du Service public d'eau potable (R.P.Q.S.) établi par le Syndicat Intercommunal de l'Est-Anjou (SIEA) pour l'année 2015 et ce conformément aux termes de l'article L. 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales rendant obligatoire l'élaboration et la publication de ce document consultable sur le site de l'Observatoire National des Services de l'Eau et de l'Assainissement : www.services.eaufrance.fr et dont une copie est, par ailleurs, mise à la disposition du public en mairie pour consultation.

5 - Vérification de la conformité des branchements aux réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, qui acceptent à l'unanimité, de compléter, par un avenant et dans les termes suivants, l'article 41 du règlement du service d'assainissement collectif de la commune :

« Article 41 - Contrôle des réseaux privés et mise en conformité :

Le service d'assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

À tout moment, le service d'assainissement peut contrôler le fonctionnement d'une installation ancienne ou récente, et notamment à l'occasion de la vente d'un bien immobilier ; ceci permettant à l'acquéreur d'être ainsi informé en cas de non conformité de son installation.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le service d'assainissement, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires avant raccordement au réseau public. »

6 - Adhésion 2016 au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (C.A.U.E.)

Monsieur le Maire énumère les missions de conseil, d'accompagnement, de formation et d'information en matière d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, qui peuvent être proposées par le C.A.U.E. aux collectivités locales pour la réalisation de leurs projets. Il rappelle également quels ont été, par le passé, les chantiers menés à bien par la municipalité avec le concours de cet organisme, à savoir :

- la restauration du lavoir et de ses abords,
- l'extension et la restructuration des locaux du restaurant scolaire et de l'accueil petite enfance.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide, par vote (17 votants, 13 voix pour, 1 voix contre et 3 abstentions), de reconduire l'adhésion au C.A.U.E. en 2016 et ce moyennant le versement d'une cotisation de 0,10 € par habitant (population légale INSEE).